

JIJEL/ MARCHÉ DE GROS DE DJIMAR

Les agriculteurs mécontents

Les fellahs de la plaine de l'Oued Nil (Bazoul, El Kennar, Chekfa, Djimar) sont sidérés par la dernière décision des autorités locales de fermer et de délocaliser le marché de gros de fruits et légumes de la région vers la zone industrielle de Taher, plus précisément au niveau des anciens entrepôts de l'ENMTP. Les agriculteurs, à travers une lettre adressée aux responsables de la wilaya, désapprouvent cette manière de faire qui sonnera le glas, si elle venait à être appliquée, à l'activité agricole et commerciale de toutes les localités précitées.

Pour les pouvoirs publics l'argument est tout autre. Le marché de gros actuel de Djimar — ouvert par arrêté du 27/11/1987 et s'étalant sur 3 ha — ne répond guère aux normes de sécurité et encore

moins à l'activité commerciale tout court. L'absence d'aménagement, d'assainissement et d'éclairage public en ce lieu désaffecté ont été dans beaucoup dans la prise d'une telle mesure impopulaire. Les responsables de l'APC de Chekfa, territorialement compétents, même s'ils sont conscients qu'ils vont perdre une manne financière estimée à quelque 720 millions de centimes par an, affichent par contre leur indisponibilité à prendre en charge à eux seuls la nouvelle étude évaluée à 6 milliards de centimes pour la réhabilitation de cet espace commercial, a-t-on appris de bonne source. Il faut dire que cette délocalisation, qui fait déjà le bonheur de la municipalité de Taher, ferait perdre beaucoup en matière de recettes fiscales à la commune de

Chekfa. Le marché de gros de la petite bourgade de Djimar, qui fait vivre des centaines de familles, a fait l'objet durant l'année 1988 d'une intention particulière de la part des autorités communales de Chekfa. Une étude pour laquelle une enveloppe de 62 millions a été dégagée a été réalisée en ce sens. Il était question à l'époque de la réalisation de hangars, de locaux commerciaux, de voirie et d'une clôture.

En 1992, une convention a été signée entre l'APC de Chekfa et la BDL pour le financement de ce projet pour une enveloppe de 1,800 milliard de centimes. L'avènement du terrorisme, au début des années 1990, a mis un terme presque définitif au projet après que les pouvoirs aient fait des engagements se chiffrant à 144

millions de centimes. En 1996, il y a eu une tentative de reprise des travaux une seconde fois qui ne sont jamais allés à leurs termes, puisque la BDL, contre toute attente, a refusé de poursuivre et d'honorer le contrat liant à la commune de Chekfa. Depuis, la population de la région attend un hypothétique financement qui n'est jamais venu. Certains fellahs, qui crient leur impuissance, s'interrogent sur les deux poids deux mesures des pouvoirs publics locaux qui se sont précipités d'ouvrir un nouveau marché de gros, en refusant par la même de financer la réhabilitation du marché de gros de Djimar qui existe depuis 20 années. Une démarche incompréhensible pour beaucoup d'entre eux.

F. M.

CONSTANTINE

La prise en charge psychologique du malade en débat

La prise en charge psychologique du malade chronique est le thème d'une journée d'étude dont les travaux se sont ouverts mercredi au centre hospitalo-universitaire de Constantine.

Des médecins, des experts et des psychologues venus des wilayas de Constantine, Oum-Ei-Bouaghi, Khenchela, Batna et Mila ont contribué à enrichir les débats autour des différents points inscrits à l'ordre du jour de ce séminaire initié par l'association des psychologues de la wilaya de Constantine en collaboration avec l'unité d'aide psychologique du CHU.

A ce propos, le président de l'association a souligné dans son intervention de bienvenue l'importance de l'assistance psychologique du patient atteint d'une chronicité comme le diabète, le cancer, l'asthme, les maladies cardiovasculaires, les pathologies rénales ou encore le sida.

Les participants ont développé, dans leurs communications, des axes en relation avec l'impact psychologique du malade diabétique, le vécu psychologique de l'annonce du diagnostic d'une maladie grave, la réaction du patient à la maladie chronique, l'épuisement professionnel ou le "burn-out", le cancer de l'enfant, la dépression et le diabète. Dans ce contexte, l'accent a été particulièrement mis sur l'importance de la communication et la qualité des rapports psychologiques nécessaires pour parler de la chronicité aux patients sans les brusquer ou les faire souffrir davantage.

Une prise en charge psychologique de qualité est déterminante pour faire accepter au patient sa maladie quelle que soit sa gravité, ce qui constitue déjà un soulagement et une manière efficace pour son traitement et son suivi thérapeutique et moral, ont noté les psychologues lors

des travaux de cette rencontre scientifique.

"S'il faudrait des mots adéquats et étudiés pour parler aux malades de leurs maux, seule une conduite de savoir faire, de tact, d'écoute et d'accompagnement est à même de leur faire parvenir le message voulu", a précisé le président de l'association initiatrice du séminaire.

Dans cet ordre d'idées, un expert de l'unité d'aide psychologique de l'hôpital a précisé que la prise en charge des pathologies chroniques nécessite, du fait de leur inscription dans la durée, une approche incluant tous les aspects médicaux, psychologiques et sociaux.

Le but de cette démarche est l'amélioration de la qualité de vie des patients et leur assistance dans leur combat de longue haleine contre leur mal et les aider à vivre leur maladie, a encore ajouté le même psychologue.

APS

GUELMA/ ENVIRONNEMENT

Etat des lieux alarmant

De mémoire de Guelmis, la ville du 8-Mai-45 n'a jamais atteint un seuil aussi critique et avilissant quant à la gestion des élus locaux qui se cantonnent dans un immobilisme néfaste. C'est le volet crucial de l'hygiène qui est mis à l'index par la population qui a, il faut le reconnaître, une lourde part de responsabilité consécutivement à son incivisme désespérant.

Le chef-lieu de wilaya, censé être une vitrine et

une locomotive de la région, abrite désormais des dépotoirs à ciel ouvert au niveau des quartiers, cités et artères, principales. La collecte des ordures ménagères, accusant un déficit en moyens humains et matériels, manque d'efficacité puisque des détritus jonchent les trottoirs, rues, squares, espaces verts et terrains vagues où d'innocents enfants s'adonnent à leurs jeux favoris.

Comme à l'accoutumée, la ville est envahie de moustiques tenaces et agressifs qui résistent allégrement aux divers produits utilisés par les ménages et aux campagnes tardives de démoustication. Les vides sanitaires, les caves des immeubles exhalent des odeurs pestilentielles et demeure un danger permanent quant au déclenchement des maladies à transmission hydrique.

Leur vidange est une urgence ainsi que le balayage quotidienne des rues.

Seule une vaste campagne de volontariat, impliquant la société civile, les comités de quartier, les riverains, les services communaux et les autorités locales est susceptible de redorer le blason de la ville.

Lina Razane

ANNABA

Le président de l'APC de Sidi Ammar suspendu de ses fonctions

Le président de l'APC de Sidi Ammar (11 km à l'est de Annaba) a été suspendu dernièrement de ses fonctions par le wali de Annaba, une mesure qui fait suite à des constats faits par le chef de l'exécutif lors de ses différentes tournées à travers cette commune. Ce sont surtout les négligences et le laisser-aller dans la gestion des affaires de ladite commune et de ses citoyens qui ont été à l'origine de cette décision qui a été notifiée au concerné. L'intérim est assuré par le premier vice-président qui sera chargé d'expédier les affaires courantes en attendant la nomination d'un autre président de la même formation politique par ses coélus. Le piteux état dans lequel se trouvent les écoles primaires gérées par la commune, la voirie, l'éclairage public, les décharges sauvages et la gestion improvisée sont pour beaucoup dans la dégradation de cadre de vie des citoyens qui ont exprimé leur ras-le-bol en recourant parfois à des manifestations violentes. Pour rappel, il y a deux ans, le 27 décembre 2004, le prédécesseur du président suspendu avait été arrêté ainsi que ses deux frères, son adjoint et cinq autres individus pour détournement de deniers publics, trafic d'influence, usurpation d'identité et conclusion de marchés non conformes à la législation.

M. Rahmani

Transplantation rénale au CHU

Une transplantation rénale a été effectuée mardi dernier au Centre hospitalo-universitaire d'Annaba sur les quatre programmées avant la fin décembre courant. Cette opération, qui a duré près de quatre heures, a concerné une jeune fille de 17 ans, dialysée depuis 11 mois. Le donneur n'est autre que sa propre mère, âgée de 50 ans. Selon le professeur Abderrahmane Saïda, directeur général du CHU d'Annaba, cette greffe rénale a eu lieu sous la direction de l'équipe du service d'urologie en collaboration avec celui du CHU Mustapha Pacha d'Alger.

La préparation et le suivi de cet acte médical ont été effectués par les équipes des services de néphrologie, de réanimation et d'anesthésie du CHU de Annaba, avec l'aide d'une équipe composée d'éminents professeurs en néphrologie de plusieurs CHU de France. On apprend, par ailleurs, que le CHU d'Annaba prévoit, durant l'année 2007, 30 à 35 greffes de rien afin de soulager la population des dialysés estimée à plus d'une centaine dans la wilaya d'Annaba sur les 1 034 recensés au niveau sur une population de 3,5 millions d'habitants représentant cinq wilayas de l'est du pays.

Cette première à Annaba a suscité la satisfaction auprès des dialysés qui endurent des souffrances du fait qu'ils sont contraints de passer à la machine au moins deux à trois fois par semaine et durant plusieurs heures à chaque séance pour se faire soigner et vivre comme le reste des personnes sans danger.

Nabil Kebaïli

LE SOIR
D'ALGERIE

RECRUTE
CORRESPONDANT
Khenchela-Oum-Ei-Bouaghi
Faxez CV à la rédaction du journal
021 67 06 76